Müller, Dirk H., *Adliges Eigentumsrecht und Landesverfassung. Die Auseinandersetzungen um die eigentumsrechtlichen Privilegien des Adels im 18. und 19. Jahrhundert am Beispiel Brandenburgs und Pommerns*

Thierry Jacob

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6506>

DOI : 10.4000/ifha.6506

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Thierry Jacob, « Müller, Dirk H., *Adliges Eigentumsrecht und Landesverfassung. Die Auseinandersetzungen um die eigentumsrechtlichen Privilegien des Adels im 18. und 19. Jahrhundert am Beispiel Brandenburgs und Pommerns* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6506> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6506>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Müller, Dirk H., *Adliges Eigentumsrecht und Landesverfassung. Die Auseinandersetzungen um die eigentumsrechtlichen Privilegien des Adels im 18. und 19. Jahrhundert am Beispiel Brandenburgs und Pommerns*

Thierry Jacob

- 1 Tout historien de la noblesse prussienne des XVIII^e et XIX^e siècles, et plus particulièrement de la noblesse foncière, est confronté à un terme et à une réalité dont il ne sait si elle est encore effective ou non, et selon quel degré et nature, celle de Lehnrittergut ou Lehen zur gesamten Hand. Difficilement traduisible en français, ce terme désigne les domaines fonciers alloués en tant que fief par un prince à une famille noble en échange de sa fidélité et de services, fief dont le détenteur est non le seul propriétaire mais le propriétaire idéal puisque l'ensemble des frères participent du domaine et s'en partagent des parts au moment du partage successoral. Or, du début du XVIII^e siècle à 1879 en Prusse, ces fiefs sont soumis à un processus d'« allodification » les transformant de biens familiaux répondant à des contraintes de gestion et de transmission en biens à propriété individuelle dont le propriétaire peut disposer sans entrave. En centrant son étude sur le XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e siècle à l'exemple du Brandebourg et de la Poméranie, l'auteur étudie ce long processus de transformation de ces biens fonciers nobles qui, depuis l'édit de Frédéric-Guillaume 1^{er} en 1717, perdent leur statut de fief dont la propriété supérieure relève du prince pour relever désormais d'une propriété purement héréditaire et familiale contraignante avant, dans une seconde phase de se voir totalement « allodifiés », c'est-à-dire transformés en propriété totalement libre et individuelle.

- 2 Disons le d'emblée, la lecture de l'ouvrage n'est pas évidente. Non seulement parce que sa thématique est très technique et aride et qu'il aurait considérablement gagné à voir son argumentation resserrée, mais aussi parce que D.M. ne prend pas un soin excessif à définir de façon claire des notions compliquées. En revanche, le gros mérite de son étude, réalisée à partir d'archives inédites, est de mettre au jour sur un temps long et selon une perspective juridique et politique la transformation statutaire et patrimoniale de la propriété noble ainsi que les débats, souvent contradictoires d'ailleurs, qui traversent la noblesse au niveau privé comme au sein des Landtage dès que le statut de ses domaines est remis en cause. À ce titre, le travail de D.M. est autant un travail d'histoire du droit, notamment du droit de la propriété, qu'un travail sur les institutions politiques de la Prusse moderne et de ses lieux de débats et d'expression politique.
- 3 Divisé en neuf chapitres, l'ouvrage aborde dans ses trois premiers le processus de transformation des Lehen né de l'édit de 1717 ainsi que les réactions de la noblesse et les modifications qui s'en suivent. Les deux chapitres suivant décrivent le statut juridique des Lehen en Poméranie et le jeu du crédit hypothécaire et de l'endettement foncier. Les quatre derniers chapitres consacrés au XIXe siècle renouent avec la chronologie. L'auteur montre en quoi la période des Réformes prussiennes du début du siècle n'a en rien touché au statut de la propriété noble, ce qui lui permet de parler « d'hivernage des droits de propriété noble ». Deux chapitres centrés sur l'exposé des débats tant de juristes (nobles) que des nobles eux-mêmes sur la configuration à donner à cette propriété et l'organisation familiale en résultant précèdent un dernier dressant un tableau du statut juridique de la propriété noble pendant la monarchie constitutionnelle jusqu'à l'« allodification » complète des fiefs en 1879. Il en résulte que le processus de la suppression des fiefs n'a en rien été un « long fleuve tranquille », tant ont été fortes les résistances de la noblesse à une institution qui selon elle protégeait la cohésion et la solidarité familiale.
- 4 Thierry Jacob (EHESS)